

UN SERVICE SECRET EN EXIL

L'Administration de la Sûreté de l'État à Londres, novembre 1940 – septembre 1944

EMMANUEL DEBRUYNE *

EMPORTÉE PAR LA DÉFAITE ALORS QU'ELLE VENAIT DE NAÎTRE, L'ADMINISTRATION DE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT SERA RÉTABLIE *EX NIHILO* EN NOVEMBRE 1940 DANS LA CAPITALE BRITANNIQUE. ELLE DEVRA EN EFFET TOUT RÉINVENTER – SON ORGANISATION, SES MÉTHODES ET SES RELATIONS – POUR RÉPONDRE AUX ATTENTES DE SES INTERLOCUTEURS BELGES ET ÉTRANGERS. IL LUI FAUDRA EN PARTICULIER RÉTABLIR LES LIAISONS AVEC LE PAYS, STIMULER ET CANALISER LES INITIATIVES DES GROUPES CLANDESTINS, OU EN SUSCITER DE NOUVELLES. ELLE NE FAILLIRA PAS À SA TÂCHE, JOUANT UN RÔLE PRÉPONDERANT DANS LA 'COMMUNAUTÉ DU RENSEIGNEMENT', CELUI D'INTERMÉDIAIRE OBLIGÉ DANS LA RÉCEPTION ET LA DIFFUSION, TANT À SES PARTENAIRES BRITANNIQUES QU'AUX AUTORITÉS BELGES EN EXIL, DES INFORMATIONS COLLECTÉES CLANDESTINEMENT EN BELGIQUE.

Créée par l'arrêté royal du 8 mars 1940 et placée sous la direction de l'ancien chef de la Sûreté publique, Robert de Foy, l'Administration de la Sûreté de l'État est au départ un organisme destiné à protéger l'État contre les menées secrètes dirigées contre lui, et ce en collaboration avec les parquets militaires. Contrairement à la Sûreté publique qui dépendait de la Justice et s'occupait avant tout des étrangers et des menaces intérieures, la nouvelle organisation, placée sous l'autorité de la Défense nationale, doit lutter contre l'espionnage. À peine mise en place, elle sera contrainte de travailler à plein rendement dans la précipitation des journées de mai 1940. Le désastre aboutira à sa dislocation en juin. Seule continuera à fonctionner en Belgique occupée la Police des Étrangers, ancien organe de la Sûreté publique resté sous la tutelle de la Justice. Il n'y a donc pas de véritable continuité matérielle, administrative ou même humaine entre cette 'première' Sûreté de l'État et celle qui se développera à Londres quelques mois plus tard, si ce n'est celle du droit belge, incarné par le gouvernement en exil. L'objet de cet article sera de montrer comment s'est organisée cette administration 'réinventée', de définir la manière dont elle a essayé de répondre à ce que l'on demandait d'elle et de dégager les tensions qui l'ont traversée.

I. Le rétablissement de la Sûreté

Le gouvernement de Londres décide en novembre 1940 de refonder la Sûreté de l'État. Une telle option n'est pas étrangère à la défiance qu'il éprouve vis-à-vis de l'armée et de sa fidélité supposée au Roi, avec qui la rupture est à ce moment totale. Dépendante de la Justice, cette 'nouvelle' Administration de la Sûreté de l'État doit échapper aux militaires et sera dès lors dirigée par un magistrat. Cette tâche cruciale mais délicate est confiée par le gouvernement à Fernand Lepage, qui n'a alors que 35 ans. Les raisons de ce choix sont vraisemblablement multiples. Premièrement, les magistrats présents à Londres sont très peu nombreux, et ni Robert de Foy, administrateur en titre de la Sûreté, ni Florent Louwage, son inspecteur général, ni Walter Ganshof van der Meersch, l'auditeur

général, n'ont pu quitter la Belgique. Lepage, qui était avant la guerre premier substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance au parquet de Bruxelles, est sans doute le seul à disposer d'une certaine expérience en matière de guerre secrète, même si celle-ci est très limitée. En effet, il avait été quelques mois plus tôt attaché à l'auditeur militaire en vue de diriger l'appareil répressif en matière de sûreté extérieure de l'État. Il suit au départ le gouvernement dans ses périples en France, mais dès juin, il désire rejoindre l'Angleterre, où il a passé son enfance en tant que réfugié pendant la Première Guerre mondiale. Son excellente connaissance de l'anglais et ses contacts au Royaume-Uni jouent en sa faveur. Dernier argument : lorsque, après un séjour au Portugal, il arrive à Londres le 5 novembre 1940, il a déjà une idée claire de la direction à prendre. Quelques jours plus tôt, il a en effet écrit une lettre à Roger Taymans, chef de cabinet adjoint de Pierlot, dans laquelle il expose qu'il faut selon lui mettre en place un organe capable de sonder l'opinion belge, pour permettre au gouvernement de s'y adapter en vue du "rétablissement de l'indépendance de la Belgique". Sa conception de la Sûreté à venir est la suivante : "Le service de renseignements que j'envisage n'aura dès lors pas pour effet principal de rechercher des renseignements d'ordre militaire. Sa tâche sera infiniment plus vaste et plus délicate : il s'agira de recueillir au jour le jour les éléments qui devront permettre au gouvernement d'établir son diagnostic sur l'état de la Belgique et de ses nationaux, de ses occupants et ennemis, voire de ses amis" ¹. Certes, il faut tout reprendre à zéro, et avec des objectifs différant en grande partie de ce qui s'était fait auparavant. Mais Pierlot s'investit personnellement dans l'affaire et Gutt promet de fournir tous les moyens financiers nécessaires. Fernand Lepage est donc nommé administrateur *ad interim* par arrêté des ministres le 19 novembre 1940. Il cumule cette fonction avec celle d'auditeur général faisant fonction ².

Il semble qu'au départ, Lepage ne s'occupe que du renseignement et, bien sûr, des indispensables liaisons avec la Belgique. Installé dans un premier temps dans le voisinage immédiat du gouvernement, à *Eaton Place*, la Sûreté déménage bientôt au 38, *Belgrave Square*. Lepage s'entoure progressivement d'une poignée de collaborateurs qui, tout comme lui, apprennent en grande partie le métier 'sur le tas'. Une certaine spécialisation des tâches commence à apparaître au printemps 1941 ³. Des sections vont se former

1 Citations tirées de la lettre de Lepage à Taymans, 30.10.1940 (AGR, *Archives du cabinet du Premier ministre à Londres*, n° 361).

2 Certains émigrés belges à Londres considèrent que le cumul par Lepage de ces deux fonctions est une atteinte à la garantie de l'indépendance de la justice (HERMAN BALTHAZAR & JOSÉ GOTOVITCH, *Camille Huysmans. Documenten*, t. 7 : C. Huysmans in Londen, Anvers, 1978, p. 169). Nous n'avons cependant pas trouvé de trace d'interférences entre ces deux fonctions. Le gouvernement fera taire cette critique en promulguant le 21 août 1941 un arrêté-loi autorisant pour la durée de l'état de guerre ce genre de cumul de fonctions. L'arrivée outre-Manche en juillet 1943 de Ganshof van der Meersch entrainera le rétablissement de ce dernier en tant qu'auditeur général et empêchera définitivement toute confusion.

3 Il semble que dès avant la création de la Sûreté, Lepage l'imaginait divisée en trois sections ("Surveillance des Belges à l'étranger", "Renseignements" et "Documentation et classement"), mais nous ignorons si ce modèle d'organisation a d'emblée été adopté [Lettre de Lepage à Taymans, 30.10.1940 (AGR, *Archives du cabinet du Premier ministre à Londres*, n. 361)].



- La masse documentaire envoyée par les réseaux de renseignements ne cesse de croître au fil des années. À chaque arrivage de courrier, une équipe de la Sûreté assure un premier classement des données, pour en faciliter l'exploitation ultérieure.
(Photo CEGES)

et calquer la répartition de leurs missions sur celle pratiquée par les Britanniques. Du fait de l'accord de coopération entre services secrets établi en août entre Pierlot et le *Secret Intelligence Service* (SIS), elles se verront attribuer un interlocuteur de référence dans leur contrepartie britannique. En 1942, ces sections, complétées par une série de petits bureaux techniques (comptabilité, photographie et classement ⁴) se répartiront de la manière suivante : Renseignements; Action; Guerre politique; Évacuation; Sûreté.

La section Renseignements se consacre à une des missions fondamentales et fondatrices de la Sûreté. Elle est dirigée à partir de l'été 1941 par le lieutenant de réserve Jean Nicodème, qui s'est évadé de Belgique occupée. Recommandé à Lepage par le baron Boël, chef de la représentation économique belge, pour qui Nicodème travaillait dans le civil, cet ingénieur deviendra un des hommes de confiance de l'administrateur de la Sûreté. Une des tâches de la section Renseignements est de recruter les agents qui seront envoyés en Belgique pour diriger les réseaux ou en assurer la liaison radio, tandis que la formation

4 Il faut aussi mentionner la Compagnie des Subsistants, créée officiellement en août 1942. Cette unité, officiellement rattachée aux forces armées belges en Grande-Bretagne, mais en fait gérée par la Sûreté de l'État, n'a rien de militaire. Il s'agit en fait d'une entité purement administrative, d'une sorte de structure d'accueil destinée aux agents arrivés en Grande-Bretagne et aux personnes affectées à une mission secrète en territoire occupé.

de ceux-ci revient aux Britanniques. Nicodème doit également s'efforcer de diriger les activités des réseaux de renseignements belges et d'assurer la réception et la mise en circulation de leurs informations. Notons que cette activité est antérieure à son arrivée au sein de l'institution. Les premiers documents collectés par des réseaux clandestins arrivent à la Sûreté durant les premières semaines de 1941⁵. Notons également que la première mission de contrôle et de coordination de ces services (et des filières d'évasion), menée par l'industriel Pierre Vandermies, date d'avant la venue de Nicodème et procède d'une décision de Lepage. Nicodème ne part donc pas de rien en prenant les rênes de cette section en juillet 1941. Il doit cependant compter avec les premières initiatives érigées sans doute pour l'essentiel par Lepage. Il bénéficie également des contacts établis en Belgique par le SIS, dont la section belge est dirigée par le capitaine 'Page'⁶, qui deviendra son interlocuteur attitré. La section Renseignements et le SIS parviendront, par étapes successives, à établir à partir de 1941 des liaisons radio⁷ ou 'terrestres'⁸ avec les réseaux développés spontanément en territoire occupé ou mis en place par les agents formés en Grande-Bretagne. Malgré la destruction de plusieurs d'entre eux, les services parviendront à partir de 1942 à coordonner leurs activités et à faire parvenir chaque mois en Grande-Bretagne plusieurs milliers de pages de documents⁹.

L'avocat et capitaine de réserve Georges Aronstein, qui s'occupait avant le conflit d'institutions sociales en Argentine, dirige la section opérationnelle chargée de la guerre politique, c'est-à-dire essentiellement de la propagande en pays occupé. Cette section est mise en route à l'issue de l'accord belgo-britannique d'août 1941 et du lancement, pratiquement au même moment, de son répondant, le *Political Warfare Executive (PWE)*, qui se détache en fait du *Special Operations Executive (SOE)*¹⁰. La section mettra au point une série de missions visant à faire de la propagande pour le gouvernement et les Alliés dans différents milieux, ainsi qu'à décourager les départs de travailleurs pour l'Allemagne. Le peu de moyens alloués à sa cellule, les échecs répétés sur le terrain, et la confusion régnant parfois chez les Britanniques entraînent à la mi-1943 un découragement certain de la part d'Aronstein¹¹. C'est pourtant à partir de ce moment que sa

5 Sans doute ces premiers documents sont-ils les rapports 1 à 7 et 13 à 19 du service Clarence, remis à la Sûreté par le SIS le 5 février 1941.

6 On sait peu de choses de ce personnage, si ce n'est que son vrai nom était Jempson et, qu'avant d'entrer au SIS, il avait servi dans la *Metropolitan Police*.

7 On peut estimer qu'après des débuts difficiles en 1941, des communications régulières sont établies avec la Belgique occupée à partir de l'hiver 1941-1942. Début septembre 1944, à la veille de la libération, la section Renseignements communique par les ondes avec 27 opérateurs répartis dans les différents réseaux.

8 Pour la plus grande partie via la France, l'Espagne et le Portugal.

9 On peut évaluer que sur l'ensemble de la guerre, les réseaux belges ont fourni à la Sûreté de l'État et au SIS un peu plus de 150.000 pages de renseignements. Ce total a été obtenu à partir de données dispersées dans les archives de la Sûreté de l'État conservées au CEGES.

10 CHARLES CRUICKSHANK, *The fourth arm. Psychological Warfare 1938-1945*, Londres, 1977.

11 De ce fait, Aronstein donne sa démission à Lepage fin juillet 1943. Suite à l'insistance de Ganshof et de Lepage, il accepte cependant de ne pas y donner effet, même s'il la maintient.

section enregistrera les plus grands succès, notamment avec la mission Socrate, qui permettra le financement de milliers de réfractaires au travail obligatoire, ou la mission Samoyède qui, en prévision de la libération, préparera la remise en marche d'un réseau de radiodiffusion sur le territoire belge.

La troisième section opérationnelle est la section Évacuation, chargée de l'exfiltration des pilotes alliés abattus et des agents brûlés. Au départ, cette fonction est dévolue à celle de Nicodème, au sein de laquelle elle est prise en charge par Pierre Vandermies. La section Évacuation est réellement créée en novembre 1942, à la demande des Britanniques qui veulent dépêcher en territoire occupé des agents spécialement formés pour constituer des lignes d'évasion. Suite à un nouveau départ en mission de Vandermies, la section passe après quelques semaines aux mains du commandant Delloye. Elle agit en liaison avec son équivalent britannique, le *MI-9*.

La section opérationnelle Action est créée tardivement, en décembre 1942. Son apparition est en fait liée à une tentative de re-fondation des liens entre la Sûreté et le *SOE*, lesquels s'étaient rompus suite à de graves tensions au cours de l'année 1942. Dirigée par Idesbald Floor, un industriel belgo-britannique, la section est chargée du sabotage et de la résistance armée. Ce second aspect s'avérera d'ailleurs très problématique et suscitera nombre de frictions avec la Deuxième Section du Ministère de la Défense nationale. Le correspondant de Floor au *SOE* est le major Hardy Amies, qui dirige la section T, autrement dit la section du *SOE* consacrée à la Belgique (et au Luxembourg)¹². À sa propre demande, Floor est parachuté en Belgique occupée le 12 avril 1944, en vue d'organiser la coordination des différentes organisations de résistance armée¹³. La mission sera de courte durée, et Floor sera de retour dès le 20 mai suivant.

La dernière section est celle de Sûreté (également désignée section de Police judiciaire). Contrairement aux précédentes, elle n'est pas directement liée aux opérations en Belgique occupée. Par contre, elle est sans doute déjà opérationnelle début 1941. Cette section est dirigée par le directeur général Roost, assisté par le commissaire principal Gustave Hellebuyck. Elle s'occupe essentiellement de contre-espionnage, effectue des enquêtes judiciaires et procède à des interrogatoires. À cette fin, elle travaille en liaison avec le *MI-5* et la *Special Branch* de *Scotland Yard*. Elle se charge également de constituer la documentation nécessaire à la répression de la collaboration.

¹² MICHAEL R.D. FOOT, *SOE in the Low Countries*, Londres, 2001, p. 234-236 et 333.

¹³ FERNAND STRUBBE, *Services Secrets belges. 1940-1945*, Gand, 1997, p. 551-553.



- À partir de 1943, presque tous les courriers sont microfilmés. La Sûreté doit immédiatement en assurer le développement et procéder à des agrandissements, notamment pour les cartes et les plans qui arrivent en grand nombre.
(Photo CEGES)

II. Des extensions en pays neutre

Mais la Sûreté de l'État ne travaille pas qu'à Londres. Elle établit dès 1941 une série d'antennes dans les pays neutres. Celles-ci constituent autant de relais entre la Grande-Bretagne et la Belgique occupée. Elles jouent donc un rôle capital dans l'acheminement de directives ou de fonds destinés aux réseaux de résistance dans un sens, et dans l'exfiltration de renseignements et de personnes dans l'autre. La plus importante de ces antennes se développe à Lisbonne. Le commissaire de police adjoint Émile Javaux y est envoyé dès février 1941; à l'époque, il peut déjà profiter des initiatives prises depuis quelques mois par l'industriel John de Stoop. En juillet 1941, Lepage confie la direction du poste de Lisbonne à un jeune confrère, Frédéric Dumon, futur procureur général à la Cour de Cassation, avec qui il a quitté la Belgique en mai 1940. C'est par lui que transiteront les premiers courriers qui suivront une voie spécifiquement belge. Lisbonne joue également un grand rôle dans le financement des réseaux belges. Mais Dumon va diriger cette antenne de manière très autonome et prendre des initiatives qui déplairont à Lepage¹⁴. Il est rappelé à Londres à la fin du mois de décembre 1941 et remplacé

¹⁴ Lepage lui reproche notamment d'avoir collaboré, à son insu, avec les services secrets polonais, ce qui constitue une dangereuse atteinte à l'accord belgo-britannique.

quelques semaines plus tard par un officier de la marine marchande, Georges Gonze. Celui-ci donnera un nouvel essor à l'antenne. Il se rapprochera des agents britanniques en place à Lisbonne, mais devra gérer les différends qui l'opposent à la légation belge. La manipulation par la Sûreté d'employés des Affaires étrangères ou l'accueil à réserver aux évadés de Belgique resteront, à Londres comme dans les pays neutres, l'objet de tiraillements entre les deux institutions.

De Lisbonne dépendent deux petites antennes établies sur le territoire espagnol, Barcelone et San Sebastian. La cité catalane joue très tôt un rôle important dans les filières d'exfiltration de personnes et de courrier grâce au consul général, Marc Jottard, qui profite de sa fonction pour opérer en faveur de la Sûreté. Mais ces activités ne passent pas inaperçues aux yeux des autorités espagnoles, qui ferment le consulat en décembre 1942. Jottard peut réintégrer ses fonctions en avril 1943, mais il est contraint de faire profil bas. Cependant, le négociant Jean Regniers, qui a dès décembre 1942 relancé discrètement l'antenne de Lisbonne, rétablit les liaisons interrompues. Il arrive aussi que ce soit San Sebastian, en pays basque, qui joue le rôle de relais vers le Portugal. Luis Lizarituri, employé au consulat belge, y est le personnage de confiance de la Sûreté. Mais ici encore, les activités sont suspendues fin 1942 suite à la pression des autorités espagnoles. La Sûreté décide alors de se réorganiser dans la péninsule ibérique : Lisbonne reste la base arrière, mais une nouvelle antenne, établie à Madrid, est censée coordonner les activités de San Sebastian et de Barcelone. Émile Javaux en prend la tête durant quelques mois avant d'être remplacé en octobre 1943 par le lieutenant André Wodon. Globalement, l'attitude plus conciliante des autorités espagnoles en 1944 permettra à l'antenne de se développer et facilitera considérablement ses communications, qui s'effectueront notamment par télégraphe et via la valise diplomatique. Cependant, l'arrestation en avril 1944 de l'industriel Jean Bogaerts, qui avait repris la responsabilité de l'antenne de San Sebastian, provoquera une nouvelle crise au sein des services secrets belges de la région.

La Sûreté va lancer ses rets vers la Scandinavie en janvier 1942 en établissant une antenne à Stockholm. L'homme en place est Michel Nicaise, employé à la légation belge. Son travail n'a pas l'envergure de celui de ses homologues ibériques : il dépouille consciencieusement la presse arrivant d'Europe occupée, obtient des renseignements grâce à ses relations dans le monde des représentations consulaires et diplomatiques, et interroge les quelques évadés belges. Par contre, il ne parvient pas à établir de liaison avec les réseaux établis en Belgique. Pierre Vandermies, envoyé sur place en janvier 1944 pour suppléer Nicaise dans cette mission, ne réussira à jeter les bases d'un embryon de filière nordique qu'au cours de l'été, c'est-à-dire trop tard.

En octobre 1942, c'est au tour de la Suisse d'accueillir un agent de la Sûreté, en la personne de Max Bejai. Sa mission est ici encore de favoriser l'établissement de lignes vers la Belgique. Des difficultés de liaison l'empêcheront pendant près d'un an d'obtenir

des résultats satisfaisants, avant que l'amélioration de ses relations avec la légation ne remédie en partie au problème. En mars 1944, son activité sera complétée par celle d'un nouvel émissaire de la Sûreté, Joseph Romainville, chargé lui aussi de favoriser les filières d'exfiltration des services belges vers la Confédération helvétique.

III. Une communauté du renseignement

L'Administration de la Sûreté de l'État ne peut être isolée de son environnement fonctionnel, des partenaires avec lesquels elle est appelée à travailler. C'est particulièrement vrai en termes de renseignements. La Sûreté soutient les initiatives prises en la matière en pays occupé, et essaie dans la mesure du possible de les organiser, mais elle n'occupe qu'une place relativement secondaire dans la 'production' et la 'consommation' des données. Son rôle s'apparente surtout à celui d'un relais ou d'une plaque tournante pour les informations belges qui circulent dans ce que les Anglo-Saxons ont coutume d'appeler la 'communauté du renseignement'. Celle-ci se compose de l'ensemble des acteurs impliqués dans la collecte, la circulation et l'utilisation des informations non ouvertes. La Sûreté devra compter dans la communauté du renseignement qui se crée autour des données provenant de Belgique, avec les réseaux opérant sur le terrain, le monde institutionnel belge et les services secrets étrangers, et plus particulièrement britanniques.

La mise en place d'une coopération et, au préalable, d'une reconnaissance mutuelle entre la Sûreté et les services qui se sont mis en place spontanément en Belgique occupée, ou qui y ont été implantés par les Britanniques, ne se fera que progressivement. La cause en est qu'au départ les deux acteurs ignorent tout l'un de l'autre et ne disposent d'aucune liaison directe. La Sûreté ne commence à prendre connaissance des réseaux établis en Belgique qu'au printemps 1941. Un premier émissaire, Pierre Vandermies, est envoyé en juin 1941. Il sera suivi peu après par Pierre Bouriez, qui mettra en place Sabot, un service chargé de faire le lien entre la Résistance belge et les antennes de la Sûreté établies dans la péninsule ibérique¹⁵. L'avocat et journaliste William Ugeux, ancien chef du réseau de renseignements Zéro, prendra fin 1942 le relais de Sabot en mettant sur pied le PCB (Poste de Commandement belge), un réseau établi en France et chargé de la supervision et de la transmission du courrier de ses homologues de Belgique occupée¹⁶. En parallèle, l'envoi de parachutistes équipés d'émetteurs radio permettra, essentiellement à partir de la fin de l'année 1941, d'entreprendre un dialogue relativement régulier entre les deux partenaires. Mais l'établissement de ces liaisons, dangereuses et imparfaites, soulignons-le, ne suffira

15 Vandermies et Bouriez lutteront à ce titre pendant des mois contre le réseau Benoît, une initiative développée spontanément sur le terrain et assurant cette tâche, mais que ses liens avec les services de Vichy rendaient suspecte.

16 Au départ d'Ugeux pour Londres en avril 1943, le PCB deviendra PCC (Poste central des Courriers).



- Fernand Lepage (à gauche sur la photo) est l'administrateur *ad interim* des années d'exil. Sa direction sera l'objet de vives critiques de la part d'une partie de son personnel. Par contre, il parviendra à nouer de bonnes relations avec le *Secret Intelligence Service*, dont la section consacrée à la Belgique est dirigée par le major 'Page' (à droite sur la photo). (Photo CEGES)

pas à assurer la qualité des relations entre 'Maud'¹⁷ et le terrain. Les malentendus et les incompréhensions détérioreront souvent l'enthousiasme des débuts. Les reproches seront d'autant plus virulents que le secret nimbant les relations entre les deux parties incite à la méfiance, laquelle peut rapidement tourner à la paranoïa pour des chefs de réseaux évoluant dans un environnement dangereux. Ils ne manqueront dès lors pas de faire porter sur Londres la responsabilité de leur manque de moyens, notamment financiers¹⁸.

Les relations avec les acteurs de la Belgique en exil sont d'un tout autre ordre. Au départ, Lepage semble jouir de la pleine confiance du gouvernement, et plus particulièrement

17 Le nom de guerre 'Maud', utilisé dans les relations avec le terrain, désigne tantôt 'Londres', c'est-à-dire la direction commune assurée par la Sûreté et ses partenaires britanniques, tantôt une de ses composantes, les résistants belges étant rarement en mesure de percevoir la différence.

18 Au sujet de l'amertume que peut entraîner les problèmes de financement, voir EMMANUEL DEBRUYNE, "Le nerf de la guerre secrète. Le financement des services de renseignements en Belgique occupée. 1940-1944", in *CHTP*, n°13-14, 2004, p. 223-265.

de Pierlot. Malgré cela, sa relation avec les responsables politiques va se dégrader, pour des raisons qui ne sont pas toujours claires, mais qui sont peut-être en partie liées à la méfiance de l'administrateur *ad interim* vis-à-vis de ce monde dont les priorités ne coïncident pas toujours avec les siennes. Ainsi, le légalisme particulièrement raide du Premier ministre s'accommode parfois mal des méthodes de la guerre secrète. Celles-ci entrent en outre régulièrement en conflit avec les nécessités diplomatiques, et par conséquent provoquent des tensions avec Paul-Henri Spaak et son Ministère des Affaires étrangères. Ce sera particulièrement le cas dans les pays neutres où légations et antennes de la Sûreté se heurteront à de nombreuses reprises, entraînant en amont l'intervention de leur ministre de tutelle. En octobre 1942, Antoine Delfosse, devenu ministre de la Justice, reprendra la responsabilité de la Sûreté à Hubert Pierlot. Sa connaissance de la Belgique occupée et de la Résistance, associée à une plus grande souplesse, contribueront sans doute à la réorganisation du service secret et, par conséquent, à une meilleure mise à profit de ses activités. Malgré l'isolement de plus en plus grand de Lepage, l'utilisation des données fournies par la Sûreté aux autres organismes belges¹⁹ ne cessera de croître jusqu'à la libération, notamment grâce à la création du SERA, son centre de traitement et de diffusion de l'information.

Il est cependant une structure belge avec laquelle la Sûreté sera constamment en conflit, à savoir la Deuxième Section du Ministère de la Défense nationale, autrement dit le service de renseignements de l'armée. Ce dernier est rétabli quelques semaines après l'Administration de la Sûreté de l'État. Malgré une répartition initiale des tâches élaborée dès janvier 1941, les deux services ne cesseront de se quereller. L'objet principal de leurs dissensions réside dans le contrôle des réseaux chargés de la collecte de renseignements militaires. La Sûreté dispose d'un monopole en ce qui concerne l'acquisition et la transmission de tous les types de renseignements, alors que la Deuxième Section désire disposer de ses propres réseaux, spécialisés dans l'espionnage militaire. La confrontation sera incessante, les militaires, qui sont tentés de reconquérir ce qu'ils estiment être leur chasse gardée, essayant tantôt de créer leurs propres réseaux, tantôt de mettre en place un lien avec le SIS, tantôt de contourner le problème en soutenant le SOE, ou encore d'impliquer l'Armée secrète dans la collecte des renseignements, etc. Le soupçon de léopoldisme dont seront l'objet les militaires de carrière ne fera qu'accentuer la fracture; la plupart du temps, le pouvoir politique soutiendra la Sûreté, la prépondérance fonctionnelle de celle-ci lui permettant de limiter l'influence de ces militaires remuants.

Cette querelle aboutira à des changements successifs à la tête de la Deuxième Section, mais influera également sur les relations entre la Belgique et les services secrets britanniques. Bien que des liens soient ébauchés dès les premiers mois de l'exil, le

¹⁹ Tels que les différents ministères, le service d'information Inbel ou la Commission pour l'Étude des Problèmes d'Après-guerre.

véritable lancement de la collaboration se situe le 12 août 1941, à l'occasion d'un entretien entre le Premier ministre Pierlot et sir Stewart Menzies, chef du SIS. Cette réunion débouche sur un accord de coopération entre les deux services. Quatre points importants s'en dégagent²⁰ :

- Les réseaux de renseignements en Belgique formeront un service commun aux Belges et aux Britanniques.
- Les liaisons radios se feront uniquement par des codes britanniques.
- Lepage, en tant qu'administrateur f.f. de la Sûreté, sera responsable devant le Premier ministre des liaisons avec la Belgique. Vis-à-vis des Britanniques, il se chargera du recrutement de volontaires pour les missions spéciales.
- Le SIS diffusera les renseignements ainsi récoltés aux différents organismes britanniques susceptibles d'être intéressés²¹.

Il faudra cependant quelques mois, et la résolution d'un certain nombre d'hiatus avant que la collaboration entre les deux services ne devienne pleine et entière. Le 15 mai 1942, Lepage et le SIS établissent un protocole de coopération²² : celui-ci permet notamment de clarifier la question du financement, qui est pris en charge par la Belgique, et celui de la formation et des aspects techniques, qui sont essentiellement du ressort des Britanniques. Mais la relation entre le SIS et la Sûreté sera aussi empreinte d'un caractère d'exclusivité très marqué : chacun des deux partenaires s'efforcera d'écarter de l'autre tout service susceptible d'altérer leur coopération privilégiée. La Deuxième Section belge et le service secret polonais seront ainsi contraints de rompre leurs contacts, la première avec le SIS, le second avec la Sûreté. Par contre, le Luxembourg sera, dans les faits, totalement absorbé par le couple belgo-britannique²³, tandis que l'OSS (*Office of Strategic Services*) américain fera figure de bénéficiaire secondaire privilégié de l'accord.

Les relations avec le SOE, créé en 1940 pour favoriser les actions de sabotage et de guérilla en Europe occupée, seront loin d'être aussi bonnes que celles entretenues avec le SIS²⁴. En 1941, le SOE lance en Belgique une série de missions sans en prévenir le gouvernement Pierlot. Celui-ci fait part de ses préoccupations lors d'une première rencontre avec Colin Gubbins, chef des opérations du service britannique, en février 1942. À la grande

20 Aucun compte rendu de la réunion n'a été retrouvé, mais ces points sont rappelés dans une lettre de James Marshall-Cornwall à Antoine Delfosse, 20.5.1943 (CEGES, AA 1333, *Archives de la Sûreté de l'État*, n° 382).

21 Ainsi qu'aux Américains, alors que nous ne sommes qu'en août 1941, et qu'ils ne sont donc pas encore en guerre.

22 Celui-ci sera approuvé par Pierlot le 19 juin 1942.

23 GEORGES HEISBOURG, *Le gouvernement luxembourgeois en exil*, Luxembourg, t.4, 1991, p. 89-163; GÉRY MEYERS, *La Résistance luxembourgeoise et le renseignement de 1940 à 1944*, s.l., mém. de maîtrise en histoire Université de Paris IV, 1999, p. 87-101.

24 ETIENNE VERHOEYEN, "La Résistance belge vue de Londres. Ententes et divergences entre Belges et Britanniques : le cas du SOE", in *La Résistance et les Européens du Nord. Actes du colloque tenu à Bruxelles du 23 à 25 novembre 1994*, Bruxelles, 1995, p. 156-182.



- Le Premier ministre Hubert Pierlot suit de près l'évolution de la Sûreté londonienne, un instrument improvisé mais délicat, qui permettra au gouvernement en exil de maintenir le contact avec la Belgique occupée.
(Photo CEGES)

insatisfaction des belges, le *SOE* refuse de faire participer la Sûreté à l'élaboration et au suivi des missions. La situation se gâte durant l'été 1942 : le commandant Charles Claser, chef de la Légion belge, arrive en Grande-Bretagne pour présenter les statuts de son organisation. Les tendances autoritaires qui s'en dégagent engendrent la méfiance du gouvernement et de la Sûreté. Par contre, elles n'inquiètent en rien le *SOE*, qui souhaite employer la Légion à ses propres fins et renvoie Claser en Belgique avec une mission, sans en référer ni au gouvernement, ni à la Sûreté. Ceux-ci prennent très mal l'affaire et décident en août de rompre leurs relations avec le *SOE*. La crise est d'autant plus profonde que la Deuxième Section et son responsable politique, le secrétaire d'État à la Défense Henri Rolin, prennent parti pour le *SOE*. Le conflit ne sera réglé qu'en novembre. Les relations reprennent alors sur de nouvelles bases. Rolin est écarté et la direction de la Deuxième Section remaniée. Il est également fait table rase des missions menées jusqu'alors par le *SOE* en territoire belge, missions qui sont d'ailleurs sapées par le contre-espionnage allemand. Pour relancer les opérations, la Sûreté crée comme nous l'avons vu une section Action, qui permettra désormais d'établir avec le *SOE* une véritable et fructueuse collaboration. Floor, ami de Gubbins, en prend la tête.

Les relations avec le *PWE* seront meilleures qu'avec le *SOE*, son aîné. Mais Aronstein devra compter avec les réorganisations du *PWE*, qui reste dépendant au niveau opérationnel de l'organisation de sabotage. Il verra donc ses interlocuteurs britanniques se succéder et sera à plusieurs reprises confronté à la difficulté de démêler les responsabilités dans le flou des structures, ce qui ne facilitera pas la coopération²⁵. En ce qui concerne les relations avec le *MI-9*, le service d'exfiltration britannique, il faut bien reconnaître que la Sûreté jouera longtemps en la matière un rôle relativement passif. Contrairement à ce qui était initialement convenu dans les accords belgo-britanniques, 75 % des frais d'organisation seront dans ce cas payés par la Grande-Bretagne. Le but primordial de ces lignes, et principalement de celles du célèbre réseau Comète, sera, il est vrai, de rapatrier les aviateurs britanniques. Le recrutement des agents belges sera uniquement du ressort de la Sûreté, mais la gestion des équipes envoyées restera, pour des raisons opérationnelles, surtout le fait des Britanniques. Suite à une série de dysfonctionnements au cours de l'année 1944, la coopération entre la Sûreté et le *MI-9* se détériorera, au point que le commandant Delloye proposera même durant l'été de rompre avec le service britannique ! Nous ignorons quelle suite a été donnée à cette suggestion, mais il est probable que l'évolution rapide des événements aura rendu le conflit caduc. Par contre, les relations entretenues par la section de Sûreté avec le *MI-5* et *Scotland Yard* en matière de contre-espionnage restent encore un mystère que les sources consultées n'ont pas permis d'élucider.

²⁵ Ce manque de clarté sera à ce point prononcé que William Ugeux ira jusqu'à soupçonner les Britanniques d'entraver ainsi le travail d'Aronstein.

IV. Une structure en évolution

Les improvisations du début, les nécessités imposées par l'organisation d'un service secret, comme le cloisonnement de ses activités, sans oublier le manque d'expérience de ses responsables en la matière, ne vont pas faciliter les relations au sein de la Sûreté. Lepage, homme apparemment assez porté au respect de la hiérarchie et à la centralisation, semble avoir été peu à peu débordé par ses attributions. Il sera également tiraillé entre les nécessités internes de son institution, les obligations découlant des attentes des différents acteurs de la résistance, celles nées de ses relations avec les Britanniques (tantôt tumultueuses, avec le SOE, tantôt privilégiées, avec le SIS), et celles enfin induites de ses responsabilités envers le pouvoir politique belge. Ses collaborateurs ne tarderont pas à prendre ombrage d'une attitude jugée méfiante et de la lenteur de certaines de ses décisions. Frédéric Dumon, responsable de l'antenne de Lisbonne rappelé à Londres fin décembre 1941, mènera une véritable campagne contre l'administrateur faisant fonction au cours des mois suivants. La situation deviendra à ce point malsaine que Lepage, appuyé par Pierlot, le démettra définitivement de ses fonctions en mai 1942. Les rapports ne sont pas nécessairement toujours plus cordiaux entre les cadres de la Sûreté. Nicodème, introverti et peu chaleureux, fera pratiquement l'unanimité contre lui. Pierre Vandermies sera l'un de ses adversaires les plus farouches et ne manquera pas de lui reprocher son manque de connaissance du terrain. Homme de confiance de Lepage et très lié à Page, son homologue britannique, le responsable du renseignement sera souvent l'objet de calomnies de la part de ses collègues, qui ne sont pas loin de voir en lui tantôt un valet de Lepage, tantôt un traître à la solde des Anglais. Idesbald Floor souffrira lui aussi de ce dernier soupçon, d'autant que sa mère est britannique, et qu'il entretient d'excellents rapports avec les Anglais. Quant à Aronstein, il fera lui aussi l'objet d'une véritable campagne de dénigrement, certaines personnes l'accusant d'avoir travaillé en Argentine pour les services allemands et d'envoyer délibérément ses agents à la mort. On l'aura compris, l'ambiance n'est pas tous les jours à la franche collaboration au sein de l'institution. D'autant que son développement rapide et sa complexification entraînent perpétuellement ajustements, empiètements et réajustements dans la répartition des tâches. En outre, la différence de mentalité entre les fonctionnaires qui, à l'image de Lepage, ont fondé l'institution et les hommes de terrain qui, comme Ugeux, se sont évadés de Belgique et intègrent en nombre croissant la Sûreté, dessinera bien souvent une ligne de fracture. La diffusion des informations collectées fait également l'objet de fréquentes critiques.

Un comité intérieur, regroupant les principaux responsables de la Sûreté, est mis en place en avril 1942 pour assurer la coordination interne de l'institution. Mais cette première réforme est loin de suffire : la Sûreté continue à se développer et à voir ses effectifs augmenter sans suivre un véritable plan d'ensemble²⁶. Face à cette situation,

²⁶ Ainsi, en février 1943, 88 personnes sont employées par la Sûreté de l'État, de l'administrateur au simple commis. En outre, 38 postes restent à pourvoir.

Lepage et le ministre Antoine Delfosse entament une série de réformes en décembre 1942. Les fondations d'une nouvelle subdivision sont jetées : il s'agit du Service d'Etude du Renseignement et de l'Action, mieux connu sous son acronyme de SERA. Trois principes généraux fondent ses activités : 1) préparer sur base de la documentation les réactions gouvernementales que demanderaient les renseignements venus de Belgique; 2) transmettre sur demande ou d'initiative aux différents services belges, toute documentation susceptible de les intéresser; 3) constituer des dossiers complets, facilement utilisables et tenus à jour sur différentes questions. La matière à exploiter est la suivante : les documents transmis par les services de renseignements; les interrogatoires réalisés par la Sûreté; la presse belge, tant clandestine que censurée; le *News Digest*; les extraits de presse venus de Lisbonne et Stockholm; les bulletins du service d'écoute de la Radio.

Le SERA est donc destiné à servir d'intermédiaire entre la Sûreté et les autres organismes belges en ce qui concerne la diffusion des renseignements politiques et économi-



- La Sûreté se consacre aussi aux autres formes de la guerre secrète. Idesbald Floor (à l'extrême gauche sur la photo) dirige la section Action. Un de ses principaux interlocuteurs est Hardy Amies (à la droite de Floor), chef de la section belge du *Special Operations Executive*. Georges Aronstein (à l'extrême droite) se consacre quant à lui à la guerre psychologique.
(Photo Philippe de Liedekerke, Bruxelles)

ques²⁷, qui sont présentés sous forme brute ou traitée. Sa direction est confiée au juriste Willem Deswarte, récemment évadé de Belgique. Celui-ci a le double avantage de bénéficier de relations privilégiées avec plusieurs responsables politiques belges, qu'il a fréquentés à divers titres avant la guerre²⁸, et de compétences larges dans les domaines juridique, économique et politique, y compris en ce qui concerne la Belgique occupée. Il arrive à point pour jouer le rôle d'interface entre la Sûreté et les utilisateurs du renseignement. Deswarte crée pour ce faire quatre sections différentes, selon les sujets à traiter : paramilitaire (résistance), juridique²⁹, journalistique et pouvoirs subordonnés. La direction du SERA répartit les renseignements entre les différentes sections. Chacune d'elles les vérifie et les recoupe, et lorsqu'ils s'avèrent sérieux, les transmet aux autorités civiles ou militaires belges compétentes ou au *PWE*.

Par la suite, le SERA obtiendra le statut de Direction générale au sein de l'organigramme de la Sûreté. En effet, en juin 1943, celui-ci est remodelé. Les anciennes sections opérationnelles sont fondues dans une Direction générale du Renseignement et de l'Action. À sa tête est installé William Ugeux qui, comme ancien chef de Zéro et du PCB, connaît bien le terrain et la problématique des liaisons³⁰. Mais Ugeux est aussi un proche de Pierlot, du fait de son activité de directeur du journal *Le XXe Siècle* avant la guerre³¹. Sa nomination est très probablement une manière pour Pierlot de faire contrepoids à un Lepage devenu peut-être un peu trop proche du *SIS* et qui, par conséquent aurait tendance à échapper au gouvernement. Cette Direction générale est censée poursuivre une triple mission : la recherche (à l'étranger comme en territoire national) de renseignements intéressant la Défense nationale, la sécurité de l'armée, et la sûreté intérieure et extérieure; la transmission de ces renseignements; l'organisation en territoire national des résistances passive et active, à l'exclusion des formations paramilitaires.

27 Le SERA n'est pas compétent en matière militaire. Les renseignements de cet ordre sont transmis en priorité aux Britanniques et, dans un second temps, à la Deuxième Section.

28 Willem Deswarte n'est pas un inconnu pour les principaux acteurs du gouvernement de Londres. En effet, à peine a-t-il terminé ses études de droit à Bruxelles qu'il fréquente van Zeeland, Rolin et Struye dans le cadre de la délégation belge de la Société des Nations. Il est également un temps l'assistant de Gutt au Centre d'Études fiscales de l'ULB et collabore étroitement avec Paul-Henri Spaak comme avocat et membre du POB.

29 Cette section est sous la responsabilité de Pierre Vermeyley, futur ministre socialiste.

30 Une des premières tâches d'Ugeux sera d'ailleurs d'améliorer la circulation des informations à Londres, notamment en réorganisant la section photographique. En effet, depuis le début de l'année 1943, celle-ci ne parvient pas à effectuer le développement du courrier des services de renseignements, qui arrive de manière croissante sous forme microfilmée, car elle est en sous-effectif. L'accroissement de la demande d'informations par les interlocuteurs de la Sûreté aggrave encore le problème en entraînant une augmentation des demandes de copies. Résultat : en avril 1943, la section photographique accuse l'équivalent de 3 mois de retard. Ugeux renforcera la section et, avec l'aide de quelques volontaires, parviendra à combler l'arriéré en juin-juillet 1943.

31 Ugeux est également très lié à Antoine Delfosse et à August De Schrijver, respectivement ministres de la Justice et de l'Intérieur, dont il partage les convictions démocrates-chrétiennes.

Les deux premières tâches sont reprises par une Direction du Renseignement, qui se charge également du recrutement des agents et de l'évasion, et dépend directement d'Ugeux. Le dernier volet est du ressort de la Direction de la Résistance. Sous la responsabilité de Georges Aronstein, elle prend en charge la guerre politique et le sabotage industriel. La Direction générale reprend donc sous sa coupe une bonne partie des compétences confiées jusqu'alors à Lepage, ce qui a pour effet de limiter les attributions de ce dernier. Même les décisions relatives aux questions de personnel ou d'administration sont prises d'un commun accord par le directeur général et l'administrateur de la Sûreté de l'État. Seule la tutelle des antennes de la Sûreté reste la compétence exclusive de l'administrateur, le SERA se situant quant à lui sur le même pied que la Direction générale du Renseignement et de l'Action.

Le fonctionnement de la Sûreté sera également affecté à la même époque par la création d'une nouvelle institution, prévue pour la durée de la guerre, le Haut Commissariat à la Sécurité de l'État, dont la direction est confiée à l'auditeur général Walter Ganshof van der Meersch. Mis en place par l'arrêté-loi du 29 juillet 1943, le haut commissaire à la Sécurité de l'État a notamment pour mission de "contrôler et coordonner l'action des agents de l'autorité et des services dont les attributions intéressent la Sécurité de l'État et le maintien de l'ordre"³². Ganshof va donc chapeauter l'Administration de la Sûreté de l'État, ainsi que la Deuxième Section³³, ce qui le conduira à maintes reprises à aplanir les conflits opposant les deux organismes. Lepage supportera mal de voir ses prérogatives rognées par le haut par le haut commissaire et par le bas par le directeur général du Renseignement, d'autant que la nouvelle structure hiérarchique le coupe de certains de ses hommes de confiance, comme Nicodème et Vandermies, qui dépendent désormais d'Ugeux. Si globalement ces réorganisations successives améliorent le fonctionnement de l'institution, les relations de Lepage avec son personnel resteront tendues jusqu'à la libération.

Il n'est pas inutile, pour terminer, de dresser un rapide portrait de groupe des principaux cadres de la Sûreté. Tous de sexe masculin, ils sont pour la plupart officiers de réserve et francophones (seuls Deswarte et Vermeylen, occupés tous deux au SERA, sont néerlandophones). Beaucoup sont juristes de formation et, de manière générale, d'un statut socioprofessionnel et socioculturel élevé³⁴. Par contre, peu d'entre eux ont eu une

32 Arrêté-loi du 29 juillet 1943 créant la fonction de Haut Commissaire à la Sécurité de l'État, publié dans le *Moniteur belge* du 4.8.1943.

33 La Deuxième Section est rebaptisée Deuxième Direction à partir du 16 novembre 1943.

34 Il est de ce fait symptomatique que plusieurs d'entre eux fassent partie d'un groupe de réflexion sur le cours de la guerre, le *Brains Trust*, composé uniquement d'officiers de réserve belges présents en Grande-Bretagne, et dont les réunions se prolongeront d'ailleurs longtemps après la fin du conflit (JEAN BLOCH, "L'été 1940. Un témoignage", in *Jours de Londres* (Jours de Guerre, n° 16-17-18), 2000, p. 121-125). Lepage et Aronstein participent à ce groupe, de même que William Ugeux, Pierre Vermeylen, Willem Deswarte et plusieurs agents parachutistes de la Sûreté.

expérience des services secrets avant l'occupation. S'ils en ont eu une, comme Lepage ou Hellebuyck, elle a été de courte durée et a surtout concerné le contre-espionnage. Malgré un certain élitisme social et un indéniable patriotisme³⁵, le milieu de la Sûreté n'est pas spécialement conservateur ou nationaliste. Lepage a d'ailleurs le souci de veiller à ce que son administration ne soit considérée comme radicalement ancrée à droite³⁶, comme peuvent l'être d'autres services secrets, à commencer par la Deuxième Direction. Certains de ses collaborateurs s'affichent assez clairement à gauche, comme Aronstein, Deswarte ou Vermeylen. Beaucoup de cadres de la Sûreté sont également diplômés de l'ULB, à commencer par Lepage, mais aussi Aronstein, Deswarte, Nicodème, Vermeylen et Dumon³⁷. On constate aussi que plusieurs d'entre eux ont déjà alors un horizon personnel ou professionnel dépassant le cadre strictement belge, et ont de ce fait une expérience plus ou moins grande des rapports internationaux, voire interculturels. Notons également que les principaux dirigeants de la Sûreté sont assez jeunes : rares sont ceux de plus de 40 ans à la libération³⁸. Les principaux animateurs de cette Administration de la Sûreté de l'État forment donc un milieu relativement cohérent. Favorisés par le système belge avant-guerre, ils peuvent, du fait de leur jeunesse et de leurs compétences, encore espérer gravir des échelons sociaux dans la Belgique d'après-guerre, tout en étant susceptibles de jouer un rôle dans le système, voire de le faire évoluer.

V. Épilogue et conclusion

Les quatre années d'activité de ce service secret en exil n'auront pas été de tout repos. Il lui aura fallu trouver sa place dans la communauté du renseignement et continuellement se réorganiser pour répondre aux attentes des différents acteurs d'une guerre secrète qui n'aura de cesse de s'intensifier. Malgré les crises, il aura réussi à constituer un partenariat plutôt solide avec les Britanniques, qui permettra en fin de compte de tirer assez largement parti des organisations de résistance en Belgique occupée, et ce tant au profit des fins militaires communes que des choix politiques du gouvernement belge.

35 Ce patriotisme s'assortit très certainement pour la plupart d'entre eux d'anti-nazisme. Dans le cas de Pierre Vermeylen, ancien communiste et militant flamingant, ce patriotisme doit cependant être minimisé, ou en tout cas nuancé.

36 Le profil philosophique de Lepage serait d'ailleurs celui d'un libéral progressiste et croyant [Interview de Pierre Vermeylen, par José Gotovitch, Henri Masson et Michel Vanbergen, 27.9.1977 (CEGES)]. Cette ouverture pluraliste de bon nombre de membres de la Sûreté contribuera d'ailleurs à la reconnaissance du Front de l'Indépendance, mouvement de résistance dominé par les communistes et qui s'ancrera profondément à gauche (ETIENNE VERHOEYEN, *La Belgique occupée. De l'an 40 à la Libération*, Bruxelles, 1994, p. 493-495).

37 La présence, à partir de 1943, d'un William Ugeux issu de l'UCL rétablit un certain équilibre rapidement rompu par l'arrivée, peu de temps après, de Ganshof van der Meersch, éminence de l'ULB, qui vient définitivement asseoir la prépondérance du milieu bruxellois au sein de l'institution.

38 Beaucoup sont exactement de la même génération : l'écart n'est par exemple que de quelques mois entre Lepage, Aronstein, Deswarte, Nicodème, Vermeylen et Floor, tous nés entre 1904 et 1906 !

Le retour en Belgique en septembre 1944 signifie pour la Sûreté la fin d'une période, d'autant qu'il met un terme à ses activités liées à la résistance. Sa place dans la communauté du renseignement s'en trouve considérablement modifiée, ses missions principales se tournant désormais prioritairement vers le contre-espionnage et la répression de la collaboration, déjà en préparation à Londres. L'Administration de la Sûreté de l'État retrouve de la sorte une fonction proche de celle qui était la sienne à sa création initiale, en mars 1940. Cependant, la coopération avec les services britanniques sera poursuivie. Il faut encore terminer la guerre et déjà prendre position pour l'après-guerre. Le communisme, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, n'aura été qu'un allié de circonstance. Lepage en est conscient et veut de ce fait maintenir une coopération soutenue avec ses homologues d'outre-Manche. Avant même la libération de la Belgique, il remet à Pierlot un mémorandum en ce sens. Il y écrit en effet : "Nous avons également un intérêt majeur à demeurer en relations en matière d'activités intérieures subversives. Les idéologies qui se sont heurtées au cours de cette guerre et continueront à le faire pendant un temps indéfini n'ont reconnu aucune frontière et n'en reconnaîtront vraisemblablement pas à l'avenir"³⁹. Cette relation privilégiée sera concurrencée par la présence croissante des services américains au fur et à mesure que se dessineront les tensions de la guerre froide. Ceux-ci ont cependant au départ plus d'affinités avec la Deuxième Direction qui reste, malgré un rapprochement institutionnel, en rivalité constante avec la Sûreté. Elle considère d'ailleurs le communisme comme son adversaire désigné, alors que la Sûreté l'intègre dans un spectre de menaces plus large.

Les changements liés au retour au pays se traduiront aussi pour la Sûreté par le départ de la plupart de ses cadres des années d'exil, à commencer par Lepage lui-même, remplacé par Pol Bihin en novembre 1944. Ugeux, Aronstein, Floor, Nicodème, Deswarte et d'autres encore quittent la structure au moment de la libération ou dès la fin des hostilités. À l'inverse, la Police des Étrangers est réintégrée dans l'institution, de même que d'anciens éléments restés en Belgique. Ces derniers sont accompagnés de nombreux résistants qui participeront à l'immense travail répressif qui s'annonce. Ainsi, la période qui s'ouvre avec la fin de la guerre s'inscrit sans doute plutôt dans la continuation de celle qui avait précédé l'occupation du pays. Ceci dit, elle bénéficiera largement du travail et des contacts des années d'exil.

* EMMANUEL DEBRUYNE (°1975) est licencié en histoire (UCL, 1998). Il est actuellement attaché au CEGES, où il collabore au projet d'étude sur la participation éventuelle d'autorités belges à l'identification, aux persécutions et à la déportation des Juifs en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale. Il achève également la rédaction d'une thèse de doctorat portant sur les services de renseignements en Belgique occupée.

³⁹ Mémorandum de Fernand Lepage, 11.8.1944 (CEGES, *Archives du Haut Commissariat à la Sécurité de l'État*, AA 1311, B-13, dossier n. 2/XIII/1).

Sources

Sauf mention contraire, nos informations proviennent des sources suivantes :

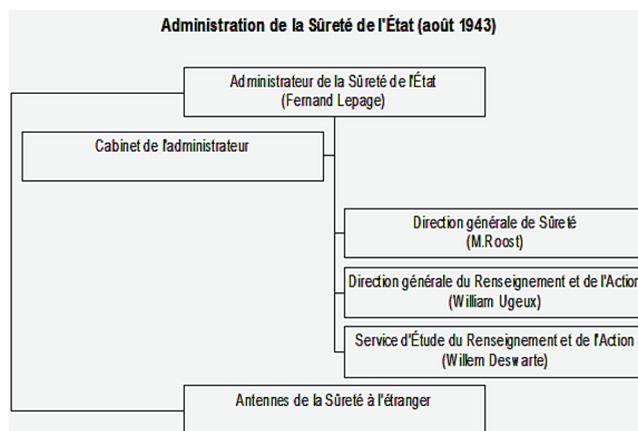
* Archives générales du Royaume (AGR) :

- Archives du cabinet du Premier ministre à Londres
- Procès-verbaux du Conseil des Ministres

* Centre d'Études et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines (CEGES) :

- AA 622, Papiers Willem Deswarte
- AA 884, Archives William Ugeux
- AA 1311, Archives du Haut Commissariat à la Sécurité de l'État
- AA 1333, Archives de la Sûreté de l'État
- Mic 70, Papiers John de Stoop
- Interviews de George Aronstein, Raoul Derivière, Cecil de Sausmarez, John de Stoop, Willem Deswarte, Maurice Dubois, Frédéric Dumon, Emile Javaux, Marc Jottard, Fernand Lepage, Max Polchet, Jean Regniers, William Ugeux, Pierre Vandermies et Pierre Vermeylen.

Annexes



Direction générale du Renseignement et de l'Action

